



Conseil de  
l'Union européenne

**Bruxelles, le 12 octobre 2022  
(OR. en)**

**13507/22  
ADD 1**

**INF 166  
API 92**

#### **NOTE DE TRANSMISSION**

---

Origine:	Pour la secrétaire générale de la Commission européenne, Madame Martine DEPREZ, directrice
Destinataire:	Secrétariat général du Conseil
N° doc. Cion:	COM(2022) 498 final
Objet:	ANNEXE du RAPPORT DE LA COMMISSION sur l'application en 2021 du règlement (CE) n° 1049/2001 relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission

---

Les délégations trouveront ci-joint le document COM(2022) 498 final.

p.j.: COM(2022) 498 final



Bruxelles, le 3.10.2022  
COM(2022) 498 final

ANNEX

ANNEXE

*du*

**RAPPORT DE LA COMMISSION**

**sur l'application en 2021 du règlement (CE) n° 1049/2001 relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission**

## Statistiques concernant l'application du règlement (CE) n° 1049/2001

### 1. NOMBRE DE DOCUMENTS VERSÉS AU REGISTRE DES DOCUMENTS DE LA COMMISSION

	C	COM	JOIN	OJ	P	PV	SEC	SWD	Total
<b>2020</b>	15 726	1 839	50	119	5	79	1 553	478	<b>19 849</b>
<b>2021<sup>1</sup></b>	11 608	1 160	49	68	3	57	1 479	585	<b>15 009</b>

### 2. CONSULTATION DU SITE «ACCÈS AUX DOCUMENTS» SUR LE SERVEUR EUROPA

	VISITEURS	PAGES CONSULTÉES
<b>2020</b>	14 716	24 429
<b>2021</b>	15 222	33 508

---

<sup>1</sup> La Commission européenne a déployé la nouvelle version de son registre des documents le 17 mai 2021. Elle a commencé à utiliser cette nouvelle méthode de publication le 1<sup>er</sup> mai 2021. Celle-ci apporte plusieurs améliorations aux fonctionnalités de recherche ainsi qu'au mode de présentation et de publication des documents (par exemple, les mêmes documents ne sont publiés qu'une seule fois), ce qui s'est traduit par une diminution du nombre de documents publiés par rapport à 2020.

### 3. NOMBRE DE DEMANDES INITIALES REÇUES ET TRAITÉES

	2017	2018	2019	2020	2021
Demandes enregistrées	6 255	6 912	7 445	8 001	8 420
Réponses données <sup>2</sup>	6 716	7 257	8 449	9 181	9 141
Réponses données sur la base du règlement (CE) n° 1049/2001	5 181	6 117	7 612	8 164	8 280

---

<sup>2</sup> Une seule demande peut porter sur plusieurs documents et peut donc donner lieu à plusieurs réponses distinctes. Par ailleurs, plusieurs demandes peuvent être regroupées dans certains cas et ne donner lieu qu'à une seule réponse. Ce chiffre inclut tous les types de suivis réalisés par la Commission européenne, allant des réponses apportées conformément au règlement (CE) n° 1049/2001 (y compris les réponses en l'absence de documents détenus) aux réponses fournies en vertu de cadres juridiques différents (en raison du contenu de la demande ou du statut du demandeur, etc.), ou aux clôtures consécutives à l'incapacité des demandeurs à fournir les précisions requises ou à remplir les exigences de la procédure.

#### 4. NOMBRE DE DEMANDES CONFIRMATIVES REÇUES ET TRAITÉES

	2017	2018	2019	2020	2021
Demandes enregistrées	299	318	334	309	355
Réponses données	300	326	319	298	297
Réponses données sur la base du règlement (CE) n° 1049/2001	259	288	296	265	247

#### 5. RÉPONSES DONNÉES PAR DIRECTION GÉNÉRALE OU SERVICE

	PHASE INITIALE (%)		PHASE CONFIRMATIVE (%)	
	2020	2021	2020	2021
Secrétariat général – SG	10,22	9,89	7,77	11,27
Service juridique – SJ	2,71	2,38	4,53	0,85
Direction générale de la communication – DG COMM	0,24	0,30	0,65	0,28
Inspirer, débattre, engager et accélérer l’action – IDEA	0,02	0	0	0
Task-force pour les relations avec le Royaume-Uni – UKTF <sup>3</sup>	0,37	0,12	0,97	0,28
Direction générale du budget – DG BUDG	1,01	1,08	0,97	1,41
Direction générale des ressources humaines et de la sécurité, y compris l’Office pour les infrastructures et la logistique à Luxembourg et l’Office de gestion et de liquidation des droits individuels – DG HR, OIL, PMO	2,77	1,50	3,24	2,82
Direction générale de l’informatique – DG DIGIT	0,32	0,52	0,32	0,28
Service d’audit interne – IAS	0,04	0,11	0,32	0
Office européen de lutte antifraude <sup>4</sup> – OLAF	0,20	0,32	0	0
Direction générale des affaires économiques et financières – DG ECFIN	1,69	1,03	2,91	0
Direction générale du marché intérieur, de l’industrie, de l’entrepreneuriat et des PME – DG GROW	7,14	8,35	4,85	5,35
Direction générale de l’industrie de la défense et de l’espace – DG DEFIS	0,61	0,58	0,65	1,13

<sup>3</sup> La task-force pour les relations avec le Royaume-Uni – UKTF a cessé d’exister le 1<sup>er</sup> mars 2021.

<sup>4</sup> Les données de l’Office européen de lutte antifraude (OLAF) concernent les demandes d’accès aux documents ayant trait aux activités administratives de ce dernier, qui sont enregistrées dans le même système informatique que celui utilisé par les autres services de la Commission européenne (GestDem). Les demandes d’accès aux documents ayant trait aux activités d’enquête de l’OLAF ne sont pas couvertes par le présent rapport.

Direction générale de la concurrence – DG COMP	6,17	4,63	15,21	6,20
Direction générale de l’emploi, des affaires sociales et de l’inclusion – DG EMPL	2,56	1,58	3,56	3,10
Direction générale de l’agriculture et du développement rural – DG AGRI	2,50	2,30	1,62	4,51
Direction générale de la mobilité et des transports – DG MOVE	4,50	3,82	0,97	1,41
Direction générale de l’énergie – DG ENER	3,84	2,93	8,09	5,63
Direction générale de l’environnement – DG ENV	3,31	6,05	3,88	3,94
Direction générale de l’action pour le climat – DG CLIMA	1,99	2,32	0,65	1,97
Direction générale de la recherche et de l’innovation – DG RTD	1,36	1,31	0,97	0,28
Direction générale des réseaux de communication, du contenu et des technologies – DG CNECT	2,71	2,70	1,62	3,66
Centre commun de recherche – JRC	0,21	0,50	0,65	0,85
Direction générale des affaires maritimes et de la pêche – DG MARE	0,69	0,93	0,97	1,41
Direction générale de la stabilité financière, des services financiers et de l’union des marchés des capitaux – DG FISMA	4,00	3,94	1,29	7,04
Direction générale de la politique régionale et urbaine – DG REGIO	1,75	1,15	0,65	1,97
Direction générale de l’appui aux réformes structurelles – DG REFORM	0,10	0,24	0,32	0
Direction générale de la fiscalité et de l’union douanière – DG TAXUD	4,70	3,37	3,24	5,07
Direction générale de l’éducation, de la jeunesse, du sport et de la culture – DG EAC	0,61	0,62	0	0,56
Direction générale de la santé et de la sécurité alimentaire – DG SANTE	7,69	7,80	8,74	7,89
Autorité européenne de préparation et de réaction en cas d’urgence sanitaire – HERA <sup>5</sup>	0	0,58	0	1,69
Direction générale de la migration et des affaires intérieures – DG HOME	4,81	2,92	3,56	4,79
Direction générale de la justice et des consommateurs – DG JUST	3,01	4,18	3,88	5,92
Direction générale du commerce – DG TRADE	3,81	3,09	5,18	3,10
Direction générale de la politique de voisinage et des négociations d’élargissement – DG NEAR	2,25	3,41	2,27	1,69
Direction générale des partenariats internationaux – DG INTPA <sup>6</sup>	7,29	10,95	1,62	1,97

<sup>5</sup> L’Autorité européenne de préparation et de réaction en cas d’urgence sanitaire (HERA) a été mise en place en tant que nouvelle direction générale de la Commission le 16 septembre 2021.

<sup>6</sup> La direction générale de la coopération internationale et du développement (DG DEVCO) est officiellement devenue la direction générale des partenariats internationaux (DG INTPA) le 16 janvier 2021.

Direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes – DG ECHO	0,72	0,43	0,65	0,56
Eurostat – ESTAT	0,26	0,13	0,97	0
Direction générale de l'interprétation – DG SCIC	0,02	0,01	0	0
Direction générale de la traduction – DGT	0,06	0,07	0,32	0
Office des publications de l'Union européenne – OP	0,04	0,06	0	0
Service des instruments de politique étrangère <sup>7</sup> – FPI	1,49	1,53	0,65	0
Office pour les infrastructures et la logistique à Bruxelles – OIB	0,02	0,12	0	0
Office européen de sélection du personnel – EPSO	0,15	0,15	1,29	1,13
<b>Total (en %)</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

## 6. CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE DES DEMANDEURS

	PHASE INITIALE (%)		PHASE CONFIRMATIVE (%)	
	2020	2021	2020	2021
Établissement universitaire/groupe de réflexion	10,69	8,98	6,15	6,20
Entreprise/association professionnelle	11,72	10,64	7,12	8,45
Journaliste	7,90	8,03	15,53	12,68
Cabinet juridique/avocat indépendant	8,92	8,86	12,94	14,37
Député européen/assistant d'un député européen	1,30	1,24	3,24	3,10
Organisation non gouvernementale (ONG)	5,96	11,21	14,89	16,90
États membres en vertu du règlement (CE) n° 1049/2001	1,50	0,44	0,32	0,28
Autorité (infra)nationale	0,66	0,40	0	0
Non précisé (citoyens)	51,34	50,20	39,81	38,03
<b>Total (en %)</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

<sup>7</sup> Depuis la création du Service européen pour l'action extérieure (SEAE), seuls les documents du Service des instruments de politique étrangère relèvent encore de la Commission européenne.

## 7. ORIGINE GÉOGRAPHIQUE DES DEMANDEURS

	PHASE INITIALE (%)		PHASE CONFIRMATIVE (%)	
	2020	2021	2020	2021
<b>ÉTATS MEMBRES DE L'UNION</b>				
Belgique	30,63	33,33	27,51	38,87
Bulgarie	0,49	0,48	0,97	0,56
République tchèque	1,12	0,90	1,29	1,97
Danemark	1,71	1,64	0,32	1,97
Allemagne	11,91	11,56	15,53	8,45
Estonie	0,25	0,26	0	0
Irlande	1,51	1,53	1,94	2,82
Grèce	1,34	0,76	3,56	0
Espagne	5,16	6,79	6,80	7,04
France	8,81	8,22	6,47	4,79
Croatie	0,19	0,40	0,32	0,56
Italie	7,65	6,52	6,80	8,17
Chypre	0,12	0,18	0	0
Lettonie	0,14	0,18	0,65	0,28
Lituanie	0,50	0,26	0,65	0,28
Luxembourg	1,06	0,93	0,32	0,28
Hongrie	0,79	0,65	1,29	0,28
Malte	0,32	0,15	0,32	0,56
Pays-Bas	5,85	4,45	8,41	9,86
Autriche	1,94	1,71	1,29	0,85
Pologne	1,97	1,91	2,27	0,28
Portugal	0,61	0,87	0,32	0,28
Roumanie	0,79	0,75	0,32	0,28
Slovénie	0,31	0,29	0,32	0,28
Slovaquie	0,50	0,33	0,32	0,28
Finlande	1,14	1,06	1,29	1,13
Suède	1,46	2,11	0,32	0,85
<b>PAYS TIERS</b>				
Pays européens hors UE	9,36	9,77	7,77	9,01
En Afrique	0,11	0,11	0	0
En Asie	0,75	0,83	0,32	0
Australie et Nouvelle-Zélande	0,12	0,08	0	0
En Amérique du Nord	0,75	0,89	0,32	0

En Amérique du Sud	0,12	0,10	0	0
Royaume-Uni <sup>8</sup>	0,49	0	1,94	0
<b>Total (en %)</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

## 8. TYPES DE RÉPONSES DONNÉES EN PHASE INITIALE

	2017		2018		2019		2020		2021	
	N°	%	N°	%	N°	%	N°	%	N°	%
Accès intégral autorisé	3 201	61,78	3 633	59,39	4 018	52,79	4 549	55,72	3 984	48,12
Accès partiel autorisé	1 050	20,27	1 274	20,83	1 888	24,80	2 062	25,26	2 116	25,56
Accès refusé	930	17,95	969	15,84	980	12,87	834	10,22	1 414	17,08
Aucun document détenu	0	0	241	3,94	726	9,54	719	8,81	766	9,25
<b>Total</b>	<b>5 181</b>	<b>100</b>	<b>6 117</b>	<b>100</b>	<b>7 612</b>	<b>100</b>	<b>8 164</b>	<b>100</b>	<b>8 280</b>	<b>100</b>

## 9. TYPES DE RÉPONSES DONNÉES EN PHASE CONFIRMATIVE

	2017		2018		2019		2020		2021	
	N°	%	N°	%	N°	%	N°	%	N°	%
Révision complète – Accès intégral autorisé	14	5,40	19	6,60	22	7,43	8	3,02	25	10,12
Révision partielle – Accès partiel autorisé	108	41,70	98	34,03	136	45,95	91	34,34	70	28,34
Confirmation de la réponse initiale – Aucun accès (ou accès partiel) accordé	137	52,90	120	41,67	89	30,07	131	49,43	116	46,96
Aucun document détenu	0	0	51	17,70	49	16,55	35	13,21	36	14,57
<b>Total</b>	<b>259</b>	<b>100</b>	<b>288</b>	<b>100</b>	<b>296</b>	<b>100</b>	<b>265</b>	<b>100</b>	<b>247</b>	<b>100</b>

<sup>8</sup> Les chiffres pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en 2021 sont repris sous le titre «Pays européens hors UE».

## 10. REFUS D'ACCÈS PAR EXCEPTION APPLIQUÉE

Exceptions énoncées à l'article 4 du règlement (CE) n° 1049/2001	PHASE INITIALE (%)		PHASE CONFIRMATIVE (%)	
	2020	2021	2020	2021
Article 4, paragraphe 1, point a), 1 <sup>er</sup> tiret - Protection de l'intérêt public en ce qui concerne la sécurité publique	6,40	4,52	3,91	2,09
Article 4, paragraphe 1, point a), 2 <sup>e</sup> tiret - Protection de l'intérêt public en ce qui concerne la défense et les affaires militaires	0,23	0,52	0	0
Article 4, paragraphe 1, point a), 3 <sup>e</sup> tiret - Protection de l'intérêt public en ce qui concerne les relations internationales	5,35	4,91	7,83	16,75
Article 4, paragraphe 1, point a), 4 <sup>e</sup> tiret - Protection de l'intérêt public en ce qui concerne la politique financière, monétaire ou économique de l'Union ou d'un État membre	1,74	1,67	1,74	8,90
Article 4, paragraphe 1, point b) - Protection de la vie privée et de l'intégrité de l'individu	44,08	41,04	26,52	24,08
Article 4, paragraphe 2, 1 <sup>er</sup> tiret - Protection des intérêts commerciaux	14,24	11,87	14,35	8,90
Article 4, paragraphe 2, 2 <sup>e</sup> tiret - Protection des procédures juridictionnelles et des avis juridiques	3,77	2,59	2,61	7,33
Article 4, paragraphe 2, 3 <sup>e</sup> tiret - Protection des objectifs des activités d'inspection, d'enquête et d'audit	11,59	7,79	33,04	25,65
Article 4, paragraphe 3, 1 <sup>er</sup> alinéa - Processus décisionnel où aucune décision n'a encore été prise	9,71	23,31	4,78	3,66
Article 4, paragraphe 3, 2 <sup>e</sup> alinéa – Processus décisionnel dans lequel une décision a déjà été prise (avis destinés à l'utilisation interne dans le cadre de délibérations et de consultations préliminaires)	2,53	1,25	5,22	2,62
Article 4, paragraphes 4 et 5 – Refus d'un État membre ou d'un tiers <sup>9</sup>	0,36	0,52	/	/
<b>Total (en %)</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

<sup>9</sup> Cette catégorie n'est plus utilisée car elle ne constitue pas une exception au sens de l'article 4 du règlement (CE) n° 1049/2001. Elle apparaît tout de même encore, car les données brutes disponibles ne permettraient pas, dans tous les cas, une ventilation en fonction des exceptions prévues à l'article 4 du règlement (CE) n° 1049/2001.